

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 place de la République
CS 70527
28019 CHARTRES CEDEX

Chartres, le 18/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



Société Coopérative Agricole de Bonneval Beauce et Perche

Le Petit Vivier
28160 BROU

Références : CH VAT20220296

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2022 dans l'établissement Société Coopérative Agricole de Bonneval Beauce et Perche (CABBP) implanté au Petit Vivier 28160 BROU. L'inspection a été annoncée le 25/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société Coopérative Agricole de Bonneval Beauce et Perche (CABBP)
- Le Petit Vivier 28160 BROU
- Code AIOT dans GUN : 0010000369
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Les installations de l'établissement de Brou exploitées par la CABBP sont réglementées par les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 27 mai 1994, complété les 18 juin 1998, 29 juin 1999, 26 décembre 2006 et 16 novembre 2021.

Le silo de stockage de céréales exploité par la CABBP à Brou a une capacité totale maximale de 71 774 m³ et comporte 2 séchoirs.

Les capacités de stockages de céréales et autres grains de la rubrique ICPE n°2160 sont constituées de :

- deux silos verticaux en béton : le silo A (année 1976) est composé de 9 cellules béton fermées de 1 000 t, 2 cellules béton fermées de 500 t et 4 as de carreaux de 270 t, soit une capacité de 14 774 m³ ; le silo B (année 1991) est composé de 6 cellules cylindriques en béton ouvertes de 2 500 t et 1 as de carreau de 500 t, soit une capacité de 20 666 m³. Ces 2 silos sont soumis à Autorisation.

- un silo plat pyramidal (année 1999) composé de 2 cases bac acier de 5 725 t et 1 case bac acier de 15 800 t, soit une capacité de 36 334 m³. Ce silo est soumis à Enregistrement.

L'établissement exploite également un stockage d'engrais liquides (soumis à Déclaration), un dépôt d'engrais solides (non classé) et un stockage de produits phytopharmaceutiques (non classé).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites données à la précédente visite d'inspection du 10/11/2020 ;
- le maintien des mesures de protection mises en place contre les explosions dans les installations de stockage de céréales (découplage et surfaces soufflables) et des moyens de lutte contre un incendie ;
- la prévention des risques accidentels, notamment les risques liés aux appareils de manutention, l'application des consignes de sécurité (nettoyage, ...), les dispositifs de protection contre la foudre, l'entretien des installations électriques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera

proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1 - Gestion des suites de la visite d'inspection du 10 novembre 2020 (NC1*)	AP Complémentaire du 26/12/2006, article 8	/	Sans objet
2 - Gestion des suites de la visite d'inspection du 10 novembre 2020 (NC2*)	AP Complémentaire du 26/12/2006, article 12 – point 2.2.25	/	Sans objet
3 - Gestion des suites de la visite d'inspection du 10 novembre 2020 (NC3)	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	/	Sans objet
5 - Installations électriques (vérification périodique)	AP Complémentaire du 26/12/2006, article 3 - point 1.6.4	/	Sans objet
6 - Moyens de lutte contre les incendies (vérification périodique)	AP Complémentaire du 26/12/2006, article 12 - point 2.2.26	/	Sans objet
7 - Dispositifs de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4 - Gestion des suites de la visite d'inspection du 10 novembre 2020 (NC4)	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.11	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8 - Distances d'isolement (silos)	Arrêté Préfectoral du 29/06/1999, article 2.2.5	/	Sans objet
9 - Distances d'isolement applicables aux séchoirs	AP Complémentaire du 16/11/2021, article 2.2.1	/	Sans objet
10 - Dispositifs de découplage (silos)	AP Complémentaire du 26/12/2006, article 6 - point 2.2.8.a	/	Sans objet
11- Surfaces soufflables (silos)	AP Complémentaire du 26/12/2006, article 6 - point 2.2.8.b	/	Sans objet
12 - Dispositifs de découplage : mesures compensatoires	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10	/	Sans objet
13 - Mise en oeuvre des recommandations du tiers-expert	AP Complémentaire du 26/12/2006, article 6 - point 2.2.8.c	/	Sans objet
14 - Appareils de manutention et système de dépoussiérage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
15 - Appareils de manutention et système de dépoussiérage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
15 - Propreté du silo	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : 1 - Gestion des suites de la visite d'inspection du 10 novembre 2020 (NC1*)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2006, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques liés aux appareils de manutention

Prescription contrôlée :

L'article 2, point 2.2.21 de l'arrêté préfectoral du 29 juin 1999 est modifié par les dispositions suivantes qui sont applicables dès notification du présent arrêté :

Les dépoussiéreurs et les dispositifs de transport des produits (élévateurs, transporteur à chaîne, transporteur à bande, transporteur pneumatique) doivent respecter les prescriptions de l'article 3 du présent arrêté. [...]

Les appareils de manutention sont munis des dispositifs suivants visant à éviter tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourraient entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes :

Équipements	Dispositifs de sécurité
Transporteurs à bandes	<ul style="list-style-type: none">▪ Détecteur de surintensité moteur▪ Contrôleur de rotation▪ Contrôleurs de déport de bandes▪ Bandes non propagatrice de la flamme▪ Capotage des jetées (sauf présence d'un chariot)
Transporteur à chaîne	<ul style="list-style-type: none">▪ Détecteur de surintensité moteur▪ Détecteurs de bourrage▪ Capotage des jetées
Élévateurs	<ul style="list-style-type: none">▪ Paliers extérieurs▪ Contrôleur de rotation▪ Contrôleurs de déport de sangles▪ Capotage des jetées
Vis	<ul style="list-style-type: none">▪ Contrôleurs de rotation et d'intensité
Appareils : Nettoyeur, Séparateur...	<ul style="list-style-type: none">▪ Aspiration des poussières

Tous les détecteurs et contrôleurs disposent d'un renvoi en cas de dysfonctionnement avec un arrêt des manutentions en amont.

Constats : Absence de capteur de déport de sangle sur l'élévateur du silo C. En l'absence de mise en place de mesure compensatoire, le constat est maintenu.

Observations : Constat du 10/11/2020 :

NC1* = Absence de capteur de déport de sangle sur l'élévateur du silo C. Les réserves techniques sont à préciser et argumenter.

(cette non-conformité a initialement été relevée lors des visites d'inspection des 04/08/2016, 16/11/2017 et 25/10/2019)

En l'absence de mise en place de ce détecteur de dysfonctionnement, dans le cas où l'exploitant formule une demande d'aménagement de la prescription, il a été demandé à l'exploitant, lors de la précédente inspection le 25 octobre 2019, de justifier les mesures compensatoires mises en œuvre en substitution, à savoir de préciser les mesures compensatoires matérielles actuellement en place ou pouvant être mises en place autour de l'élévateur du silo C (fragilisation de la tête d'élévateur, par rapport au renforcement de la jambe d'élévateur, présence d'un détecteur de bourrage, caractéristiques techniques de l'appareil...) et si possible de fournir l'avis du fabricant de ce matériel quant à l'impossibilité technique d'installation d'un capteur de déport de sangle. Ces éléments n'ont pas été développés par l'exploitant.

La réponse de l'exploitant par courrier du 11 mai 2021 est :

Une note de synthèse va être transmise (délai = juin 2021). L'inspection ne l'a pas reçue.

Lors de la présente visite d'inspection du 28/04/2022, l'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas mis en place de mesure compensatoire en rapport avec l'absence de capteur de déport de sangle sur l'élévateur extérieur tubulaire alimentant le silo plat C. L'exploitant doit définir et mettre en place une mesure compensatoire permettant de détecter un éventuel déport de la sangle et d'alerter, dans le but d'arrêter le circuit de manutention afin

d'éviter la transmission d'un point chaud vers la cellule de stockage. Aussi, l'exploitant devra solliciter auprès de Madame le Préfet une modification de la prescription de l'arrêté préfectoral sur ce point, conformément à l'article R.181-45 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 2 - Gestion des suites de la visite d'inspection du 10 novembre 2020 (NC2*)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2006, article 12 – point 2.2.25
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement des cellules en béton du silo A (fissures)
<p>Prescription contrôlée : L'article 2, point 2 « Règles applicables aux silos » de l'arrêté préfectoral du 29 juin 1999 est complété par les dispositions suivantes formant les points 2.2.24 à 2.2.26, et applicables dès notification du présent arrêté : [...]</p> <p>2.2.25 : Vieillessement des structures</p> <p>L'exploitant est tenu de s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos.</p> <p>Il est remédié à toute dégradation (début de corrosion, amorce de fissuration ...) susceptible d'être à l'origine de la rupture d'une paroi dans les délais les plus brefs.</p> <p>En outre, l'exploitant établit une procédure, qui spécifie la nature et la fréquence de ces contrôles, qui donnent lieu à un enregistrement.</p> <p>Constats : Les cellules en béton du silo A présentent des fissures. L'exploitant doit définir un plan d'actions pour remédier à ces dégradations.</p> <p>Observations : Constat du 10/11/2020 : NC2* = Les cellules en béton du silo A présentent des fissures. Il est demandé à l'exploitant de communiquer à l'inspection le plan des actions avec ses engagements pour mettre en œuvre des recommandations du bureau d'étude CERES SOLUTIONS émises en conclusion du rapport référencé 20164530 RAP N°2 du 23 mars 2017. (cette non-conformité a initialement été relevée lors des visites d'inspection des 22/05/2014, 12/06/2015, 04/08/2016, 16/11/2017 et 25/10/2019)</p> <p>La réponse de l'exploitant par courrier du 11 mai 2021 est : Les conclusions du rapport 20164530 RAP N°2 du 23 mars 2017 permettent de penser que la pérennité du silo n'est pas mise en jeu à court terme. La coopérative a engagé une démarche de diagnostic complet de l'ensemble de ses installations de stockage. Un plan d'action pluriannuel priorisé va être établi avant l'été 2021 et sera mis en œuvre à partir de septembre 2021. Le site de Brou sera traité dans ce cadre (délai = décembre 2021).</p> <p>Lors de la présente visite d'inspection du 28/04/2022, l'exploitant a précisé que tous les sites de la Coopérative avaient fait l'objet d'un diagnostic par SOLUTIONS +. Ces études ont permis à l'exploitant de prioriser les actions sur l'ensemble de son parc. L'exploitant a précisé pouvoir transmettre à l'inspection d'ici le 30/06/2022 le plan d'actions relatif au silo Brou avec définition des échéances.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 3 - Gestion des suites de la visite d'inspection du 10 novembre 2020 (NC3)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique des colonnes sèches
Prescription contrôlée : L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques. [...] (Pour mémoire, l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/06/1998 impose la présence d'une colonne sèche)
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la vérification périodique des colonnes sèches du site.
Observations : Constat du 10/11/2020 : NC3 = L'exploitant n'a pas présenté de rapport de vérification des colonnes sèches. La réponse de l'exploitant par courrier du 11 mai 2021 est : Les colonnes vont être vérifiées (délai : juin 2021). Lors de la présente visite d'inspection du 28/04/2022, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la vérification périodique des colonnes sèches du site. L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le rapport relatif à la dernière vérification périodique des colonnes sèches du site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 4 - Gestion des suites de la visite d'inspection du 10 novembre 2020 (NC4)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2.11
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention du stockage d'engrais liquides
Prescription contrôlée : Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. [...] La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...]
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Constat du 10/11/2020 : NC4 = L'exploitant ne dispose pas d'une capacité de rétention suffisante pour son stockage d'engrais liquides. La réponse de l'exploitant par courrier du 11 mai 2021 est : La capacité de rétention a été adaptée (délai : soldé). Lors de la présente visite d'inspection du 28/04/2022, l'inspection a constaté que les murs formant la rétention du stockage d'engrais liquide ont été rehaussés. Le volume de rétention est maintenant de 270 m ³ d'après les calculs de l'exploitant : il est égal au volume de la plus grande cuve (270 m ³) et à la moitié du volume total de stockage de 540 m ³ . La non-conformité est donc levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 5 - Installations électriques (vérification périodique)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2006, article 3 - point 1.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique des installations électriques
Prescription contrôlée : 1.6.4 - Mesures de prévention des incendies et explosions, zones à atmosphère explosive : [...]Les silos sont efficacement protégés contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds. Tous les équipements, appareils, masses métalliques et parties conductrices sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles suivant les normes en vigueur. Les installations électriques, y compris celles des systèmes mobiles sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement dans son rapport de contrôle les déficiences relevées. Des actions correctives sont engagées dans les délais les plus brefs afin que le matériel reste en bon état et en permanence conforme à ses spécifications techniques d'origine. [...]De plus, pour les silos, l'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées : <ul style="list-style-type: none">- une description à jour des installations présentes dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives ;- une description à jour des mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre ;- un rapport annuel d'un organisme compétent concernant l'état de la conformité des installations avec les réglementations en vigueur, et en particulier celles citées au paragraphe précédent.
Constats : L'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier à l'inspection le traitement de l'observation formulée dans le rapport Q18 de DEKRA relatif à la de vérification des installations électriques du 04/05/2021.
Observations : L'inspection a consulté le rapport Q18 relatif à la dernière vérification annuelle complète des installations électriques de l'établissement effectuée le 04/05/2021 (soit il y a moins d'un an) par la société DEKRA. Le rapport conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion, et liste une observation unique (signalée pour la première fois) : "Ensemble d'appareillage BT TGBT SILO B (RDC silo) / essai du DDR du circuit PC nettoyage : non fonctionnement de la protection différentielle, isolement bon - remplacer le dispositif DR". L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier qu'il a remédié à l'observation.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 6 - Moyens de lutte contre les incendies (vérification périodique)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2006, article 12 - point 2.2.26 et AP Complémentaire du 16/11/2021, article 2.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique des moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : 2.2.26 : Moyens de lutte contre les incendies [...] Les silos doivent être pourvus en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger, notamment : - d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, ...) publics ou privés dont un est implanté à 200 mètres au plus du danger, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre ; sauf justifications contraires cette capacité ne pourra être inférieure à un débit d'eau correspondant à 120 m ³ /heure pendant 2 heures. En cas de recours au réseau public, l'exploitant s'assure par des essais réguliers de la disponibilité de cette ressource au débit et à la pression nécessaires ; - d'extincteurs adaptés, répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des dangers spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles ; - l'exploitant doit pouvoir disposer des agents d'extinction appropriés (émulseurs notamment) dans un délai compatible avec l'intervention ; - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local. Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques. [...] Les cellules de stockage des silos béton fermées sont conçues afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Des piquages avec des raccords compatibles avec ceux utilisés par les pompiers permettent l'introduction du gaz en partie basse des cellules. [...] Par ailleurs, l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 novembre 2021 portant modification des conditions d'exploitation du site (ajout d'une cuve de stockage d'engrais liquide et installation d'un séchoir) et la mise à jour de la situation administrative prescrit en son article 2.2.4, notamment que " <u>l'exploitant assure la défense extérieure contre l'incendie par des points d'eau utilisables par les sapeurs pompiers, qui assureront pendant 2 heures un débit simultané de 220 m³/h, soit un volume disponible en permanence de 440 m³, à moins de 200 m du bâtiment</u> ".
Constats : La ressource en eau incendie du site ne permet pas d'assurer le débit d'eau prescrit (le débit du poteau incendie est de 48 m ³ /h sous 1 bar). Par ailleurs, l'exploitant transmettra à l'inspection, dès réception, le rapport relatif à la vérification des extincteurs réalisée en avril 2022. Les as de carreaux ne sont pas équipés de raccords pour l'inertage.
Observations : - extincteurs : L'inspection a constaté sur site, par sondage, la présence d'extincteurs répartis dans les locaux. La dernière vérification annuelle des extincteurs a été effectuée par la société SICLI en avril 2022. L'intervention étant toute récente, l'exploitant n'a pas encore reçu le rapport. L'intervention est bien enregistrée dans le registre de sécurité du site, et par sondage, l'inspection a également constaté que la date d'avril 2022 était bien mentionnée sur la vignette de contrôle de l'extincteur située au 3ème étage de la tour de manutention du silo A. L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport de contrôle dès réception. - ressource en eau : La ressource en eau du site provient d'un poteau incendie. La dernière vérification de ce poteau a été effectuée le 08/04/2021, et montre que le débit mesuré est de 48 m ³ /h sous 1 bar ; il est inférieur au débit minimal prescrit. - raccords permettant l'inertage par gaz des cellules des silos béton fermées :

<p>Le silo A est le seul silo du site possédant des cellules béton fermées (au nombre de 11). L'inspection a constaté que des raccords "pompiers" étaient connectés aux gaines de ventilation des cellules fermées du silo A (au rdc du silo). L'exploitant a déclaré que les as de carreaux étant utilisés comme boisseaux (stockage temporaire), ils ne sont pas équipés de raccords pour l'inertage. Il appartient à l'exploitant de préciser les modalités d'inertage pour les as de carreaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : 7 - Dispositifs de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique des installations de protection contre la foudre
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.
Constats : Le compteur d'impact foudre du paratonnerre situé sur la toiture du silo C n'affiche aucune valeur et ne permet donc pas d'enregistrer les agressions de la foudre. Les agressions de la foudre sur site ne sont pas enregistrées par l'exploitant (absence de relevé périodique des compteurs d'impact foudre des 2 paratonnerres).
Observations : L'analyse du risque foudre (ARF) a été réalisée par la société DEKRA le 04/01/2011. L'étude technique foudre (ETF) a été réalisée par la société DEKRA le 17/01/2013. L'attestation de la fin des travaux de mise en conformité par la société ACTEMIUM date du 28/04/2015. La dernière vérification périodique des installations de protection contre la foudre a été effectuée le 17/06/2021 par la société DEKRA ; il s'agit d'une vérification complète, qui constitue également la vérification initiale. Le rapport ne mentionne aucune observation et conclut que l'installation de protection contre la foudre est correctement maintenue en état de conformité et de conservation. Les dispositifs de protection contre la foudre du site sont constitués de 2 paratonnerres (1 sur la tour du silo B, 1 sur la toiture du silo C) et des parafofoudres au niveau des armoires électriques. L'inspection a relevé les compteurs d'impact des paratonnerres ; ils affichaient les valeurs suivantes : - paratonnerre sur la tour du silo A : "001" (cette valeur est identique à celle relevée par DEKRA le 17/06/2021) - paratonnerre sur la toiture du silo C : aucune valeur affichée (DEKRA a relevé la valeur "0" le 17/06/2021) L'exploitant ne relève pas périodiquement la valeur affichée par les compteurs d'impact foudre ; une procédure d'enregistrement doit être mise en place. Pour rappel, l'article 21 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié prévoit notamment qu'en cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 8 - Distances d'isolement (silos)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/1999, article 2.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Maintien des mesures de protection contre les explosions (silos)
Prescription contrôlée : Pour la sécurité du personnel qui n'est pas nécessaire au strict fonctionnement du silo ou d'autres installations utilisant les produits stockés dans le silo, tout bâtiment ou local occupé par ce personnel doit être éloigné des capacités de stockage (à l'exception des boisseaux de chargement) et des tours d'élévation d'au moins 25 m.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Pour mémoire, le silo A est un silo vertical, d'une hauteur de stockage égale à 29,95 mètres. Le silo B, d'une hauteur de stockage égale à 48,40 mètres, est un silo vertical. Le silo C, d'une hauteur de stockage d'environ 9 mètres, est un silo plat. Les locaux administratifs de l'établissement (bureaux appro, technico-commercial...) sont situés à 60 m des capacités de stockage du silo A (et de sa tour de manutention), 87,5 m des capacités de stockage du silo B (et sa tour de manutention) et 25 m des capacités de stockage du silo C.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 9 - Distances d'isolement applicables aux séchoirs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/11/2021, article 2.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Règles générales d'aménagement
Prescription contrôlée : Les séchoirs sont implantés à au moins 10 mètres des installations contenant des substances combustibles ou inflammables (silos, entrepôts de produits phytosanitaires, dépôts d'engrais solides...). A défaut de satisfaire à cette obligation d'éloignement lors de sa mise en service, l'installation est dotée d'un rideau d'eau pouvant être mis en œuvre de façon automatique, sans intervention extérieure, pour un débit de 100 m/h et d'une efficacité sur 2 heures minimum. L'alimentation en eau de ce système est indépendante des réserves d'eau d'extinction incendie du site. L'entrée des gaines d'aspiration d'air neuf est éloignée des zones empoussiérées (aires des fosses de réception, raccordement de sortie de l'aspiration centralisée.....).
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Les distances d'éloignement des 2 séchoirs par rapport aux autres installations du site sont : - environ 28 m des cellules du silo B - environ 21 m du silo C - environ 48 m des locaux administratifs et du bâtiment appro L'inspection a constaté visuellement que les cellules du silo A sont distantes d'environ 10 m du nouveau séchoir. Il est à noter que l'inspection n'a pas vérifié la présence d'un système d'aspersion fixe entre les deux séchoirs, dans le cas où il seraient situés à moins de 10 m Deux bennes à poussières sont présentes à environ 2 mètres de l'entrée des gaines d'aspiration d'air neuf du nouveau séchoir. Il est à noter que ces 2 bennes à poussières sont capotées de manière à ne pas émettre de poussières vers les gaines d'aspiration de ce séchoir.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 10 - Dispositifs de découplage (silos)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2006, article 6 - point 2.2.8.a
Thème(s) : Risques accidentels, Maintien des mesures de protection contre les explosions (silos)
Prescription contrôlée : Les communications entre volumes sont limitées. Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations etc., sont aussi réduites que possible. Lorsque la technique le permet, les sous-ensembles sont isolés par l'intermédiaire de dispositifs de découplage. Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents, pour éviter qu'une explosion se transmette d'un sous-ensemble à l'autre. Les découplages sont conformes aux préconisations et dimensionnements de l'étude des dangers et de l'analyse critique citée au point 2.2.8.c). Lorsque le découplage est assuré par des portes, celles-ci : - s'ouvrent des galeries ou des ciels de cellules vers les tours de manutention, dans le cas contraire l'exploitant justifie que les dispositifs résistent à une surpression exercée dans le sens tour vers galeries ; - sont maintenues fermées, hors passage, au moyen de dispositifs mécaniques. L'obligation de maintenir les portes fermées est affichée à proximité et facilement visible par le personnel. Les alimentations directes des cellules sont supprimées ou aménagées de manière à éviter tout risque de propagation d'explosion. D'autre part, l'usage des cellules C2A et C2B est exclusivement réservé au stockage de maïs humide. Tout autre usage de ces cellules est interdit.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Cf. canevas d'inspection « silos » en annexe.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 11- Surfaces soufflables (silos)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2006, article 6 - point 2.2.8.b
Thème(s) : Risques accidentels, Maintien des mesures de protection contre les explosions (silos)
Prescription contrôlée : Les volumes des bâtiments et les sous-ensembles (filtres, équipements de manutention ...) exposés aux poussières et présentant des risques d'explosion sont munis de dispositifs permettant de limiter les effets de surpression, conformément aux recommandations de l'étude des dangers et de l'analyse critique citée au point 2.2.8.c). Les événements sont orientés vers des zones peu fréquentées par le personnel.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Cf. canevas d'inspection « silos » en annexe : Le contrôle par sondage de la mise en place et/ou du maintien des surfaces soufflables ne met pas en évidence d'écart réglementaire. Par ailleurs, l'inspection fait les observations suivantes : <ul style="list-style-type: none">• les différents niveaux de la tour de manutention du silo A sont séparés par une dalle en béton comportant une ouverture/trappe pour le levage d'équipements, sauf entre les niveaux 2 et 3 où le plancher les séparant est constitué d'un caillebotis métallique.• l'inspection a relevé quelques différences entre les surfaces soufflables réellement présentes dans la tour du silo A et celles décrites dans la tierce expertise de l'étude de dangers (mentionnées dans le tableau descriptif des événements et surfaces soufflables en annexe).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 12 - Dispositifs de découplage : mesures compensatoires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Maintien des mesures de protection contre les explosions (silos)
Prescription contrôlée : [...] Si la configuration du site ne permet pas de mettre en œuvre ce découplage, un dispositif technique de protection d'efficacité équivalente permettant d'éviter la propagation des explosions doit être mis en place. Dans les silos existants, en cas d'impossibilité technique de mise en place des surfaces soufflables ou des événements dans des espaces sous-cellules et des tours de manutention en béton, les équipements présents dans les volumes non éventés (élévateurs, transporteurs, dépoussiéreurs, nettoyeurs, émotteurs, séparateurs, broyeurs, filtres, etc.) doivent au minimum : <ul style="list-style-type: none">- être rendus aussi étanches que possible et être équipés d'une aspiration (excepté pour les filtres), afin de limiter les émissions de poussières inflammables,- et (excepté pour les transporteurs) :<ul style="list-style-type: none">- posséder des surfaces éventables ou être dimensionnés de façon à résister à l'explosion, ou être équipés d'un dispositif de suppression de l'explosion ;- et/ou disposer d'un découplage permettant d'éviter que l'explosion ne se propage dans une canalisation ou par une alimentation ou disposer d'un dispositif d'isolation de l'explosion. [...]
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Cf. canevas d'inspection « silos » en annexe.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 13 - Mise en oeuvre des recommandations du tiers-expert

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/12/2006, article 6 - point 2.2.8.c
Thème(s) : Risques accidentels, Maintien des mesures de protection contre les explosions (silos)
Prescription contrôlée : L'exploitant fera produire, à ses frais, un examen critique de l'étude de danger de décembre 2004 et de ses compléments de novembre 2005 et mars 2006 par un organisme extérieur expert qui n'aura pas participé à leur élaboration. Le tiers expert sera choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Le rapport d'expertise sera remis à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, accompagné des commentaires de l'exploitant concernant la réalisation des mesures éventuellement proposées par le tiers expert. L'examen critique portera : <ul style="list-style-type: none">• sur le caractère suffisant des surfaces soufflables (tour de manutention, galeries, boisseaux, cellules) et le calcul des zones d'effets résiduelles (surpression et projection...). Il pourra être préconisé des aménagements en fonction du résultat des calculs et de l'environnement du site ;• sur le caractère suffisant des dispositifs de découplage mis en place, en nombre et emplacement, ainsi que du caractère suffisant de la résistance des dispositifs compte tenu des surfaces soufflables présentes ou prévues (une attention particulière sera portée aux systèmes de fixation de ces dispositifs et de fermeture des portes). Le tiers expert indiquera le cas échéant quelles sont les améliorations de la sécurité nécessaires sur le site, compte tenu de sa configuration et de son environnement.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Cf. canevas d'inspection « silos » en annexe.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 14 - Appareils de manutention et système de dépoussiérage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Maintien des mesures de protection contre les explosions (silos)
Prescription contrôlée : Les filtres à manche sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique), qui, dans la mesure du possible, débouchent sur l'extérieur. Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation. Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation. Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
Constats : Ce point de contrôle n'a pas été vérifié.
Observations : Cf. canevas d'inspection « silos » en annexe : Le contrôle par sondage du fonctionnement de dispositifs de sécurité et d'asservissements liés aux installations de transfert des céréales et au système de dépoussiérage n'a pas pu être vérifié. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant remplissait un train de 22 wagons. L'un des deux circuits de manutention était en panne (problème de fonctionnement d'un des deux transporteurs à chaîne), ce qui a doublé le temps de chargement. Dans ces conditions, l'inspection n'a pas pu effectuer de tests du bon fonctionnement de certains dispositifs de sécurité sur les équipements de manutention (et du renvoi d'alarme avec arrêt de la manutention) et du double asservissement des installations de manutention au système d'aspiration de poussières.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 15 - Propreté du silo

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes et nettoyage
Prescription contrôlée : Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : La consigne relative au nettoyage des silos définit la fréquence minimale de nettoyage selon les zones (par exemple, la fréquence est au minimum de 4 fois par an pour les étages des tours de manutention) et les moyens à utiliser (l'aspirateur doit être exclusivement utilisé ; la consigne prévoit une exception pour le séchoir où le balai peut également être utilisé). L'inspection a consulté le registre de nettoyage de l'année 2022, complété mensuellement : l'inspection n'a pas d'observation particulière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet